

Préfecture

Marseille, le 7 février 2017

Direction des Collectivités Locales et du
Développement Durable

Bureau des Installations Classées pour
La Protection de l'Environnement

Dossier suivi par : Patrick BARTOLINI
Patrick.bartolini@bouches-du-rhone.gouv.fr
Tél. : 04.84.35.42.71
Dossier n° 19 -2017 SANC MD

**Arrêté portant mise en demeure à l'encontre de la Société LYONDELL BASELL
POLYOLEFINES France SAS (LBSF)
pour ses installations du Port de la Pointe
sur la commune de Berre l'Etang**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-272 PC en date du 21 août 2013 portant changement d'exploitant au profit de la société LYONDELL BASELL POLYOLEFINES France SAS pour l'exploitation du dépôt de liquides inflammables et gaz inflammables liquéfiés du Port de la Pointe situé sur la commune de Berre l'Etang;

Vu l'arrêté préfectoral n° 284-2010 PC en date du 05 octobre 2010 imposant des prescriptions complémentaires à la COMPAGNIE PETROCHIMIQUE DE BERRE Port de la Pointe à Berre l'Etang ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-104 PC en date du 03 mai 2010 imposant des prescriptions complémentaires à la COMPAGNIE PETROCHIMIQUE DE BERRE et clôturant l'étude de dangers sur son dépôt de liquides inflammables et de Gaz de Pétrole liquéfiés situé Port de la Pointe sur la commune de Berre l'Etang (13130) ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 ;

Vu les conclusions de la visite d'inspection du 20 janvier 2017 au Port de la Pointe ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel en date du 24/01/2017 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

.../...

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 27/01/2017 ;

Considérant que lors de la visite en date du 20 janvier 2017, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant ne respecte pas complètement la stratégie de contrôle qu'il a définie dans le cadre du Plan de Modernisation des Installations Industrielles pour réaliser le suivi du vieillissement de certains équipements susceptibles d'être à l'origine d'un accident majeur. C'est le cas notamment pour le bac T403 04 qui a été maintenu en exploitation au-delà de son échéance réglementaire de visite interne;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 8 et de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé ;

Considérant que ce bac contient des hydrocarbures liquides (coupes C6, chargés en benzène) qui présentent des mentions de dangers significatives vis-à-vis des personnes et de l'environnement;

Considérant que la pollution générée par le bac T 403 05 est due à une fuite consécutive à un processus de corrosion ;

Considérant l'absence d'éléments permettant d'apprécier l'état interne du bac T 403 04 et notamment l'intégrité de son fond ;

Considérant que cette absence d'éléments d'appréciation est consécutive à la non-réalisation de la visite hors exploitation détaillée du bac T 403 04 dont l'échéance réglementaire était antérieure à la date du constat réalisé par l'Inspection ;

Considérant que le retour d'expérience de l'incident survenu sur le bac T 403.05 a conduit l'exploitant à s'interroger sur la capacité du bac T403.04 à être maintenu en exploitation, sachant qu'il présente des caractéristiques très similaires à celles du T 403.05 et que l'intégrité de son fond ne peut être garantie ;

Considérant que le maintien en exploitation du bac T 403.04 en méconnaissance des défauts potentiellement présents dans ses structures est dommageable à la globalité de l'action menée par l'Inspection pour préserver les enjeux environnementaux ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement et de mettre en demeure la société LBSF de respecter les dispositions de l'article 8 et du point 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des bouches du Rhône ;

ARRETE

.../...

Article 1 :

La société LBSF, exploitant des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment des réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, au Port de la Pointe sur le territoire de la commune de BERRE L'ETANG (13130), est mise en demeure de respecter, **avant le 13 février 2017**, les dispositions de l'article 8 et du point 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, et notamment :

- en respectant la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état du bac T 403 04, notamment par la réalisation de la visite hors exploitation détaillée de ce bac ;
- en assurant la traçabilité des résultats de ces contrôles.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Monsieur le Maire de la commune de Berre l'Etang,
- Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe



Maxime AHRWEILLER